

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/200050]

3 DECEMBRE 2020. — Décret relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives et abrogeant le décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. 1^{er} Dans la limite des crédits inscrits au budget de la Région wallonne, le Gouvernement peut octroyer des subventions destinées à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public en matière d'infrastructures sportives.

Les infrastructures sportives sont des installations immobilières destinées à encourager et à accueillir la pratique du sport ainsi que toute activité physique initiant à la pratique sportive.

Les investissements visés à l'alinéa 1^{er} concernent les marchés de travaux relatifs à la construction, l'extension, la rénovation ainsi que l'acquisition d'une installation immobilière. Sont éligibles également dans ce cadre :

1° l'acquisition du premier équipement sportif et du matériel d'entretien visant à rendre l'infrastructure sportive fonctionnelle et à garantir sa pérennité;

2° la construction ou l'aménagement de cafétérias et buvettes.

§ 2. Le Gouvernement arrête :

1° la nature des investissements visés au paragraphe 1^{er} susceptibles d'être subventionnés;

2° les modalités d'introduction et d'examen des demandes ainsi que la liste des documents à fournir dans le cadre des étapes suivantes de la procédure :

a) introduction de la demande d'octroi des subventions;

b) introduction d'une demande nécessitant l'intervention d'un auteur de projet;

c) introduction du dossier au stade projet;

d) transmission du dossier d'attribution du marché;

e) liquidation de la subvention;

3° les modalités de transmission des pièces et dossiers.

Art. 3. Peuvent bénéficier de la subvention :

1° les pouvoirs publics :

a) les provinces;

b) les communes;

c) les associations de communes et les associations de provinces;

d) les régies communales et provinciales autonomes.

2° les associations sans but lucratif dont l'objet est, notamment, la gestion des bâtiments ou des terrains sportifs, propriétés des personnes morales énumérées au 1° pour autant que l'association sans but lucratif de gestion dispose d'un droit de jouissance sur un terrain ou un local qui permette la pratique d'au moins un sport, pour une durée minimale de vingt ans, prenant cours à dater de l'introduction de la demande d'octroi de subvention;

3° les groupements sportifs constitués en association sans but lucratif présentant une des caractéristiques suivantes :

a) être propriétaire de son terrain ou de son bâtiment;

b) disposer d'un droit de jouissance, d'une durée minimale de vingt ans, sur une propriété appartenant aux personnes morales énumérées au 1° et prenant cours à dater de l'introduction de la demande de l'octroi de subvention;

c) être titulaire d'un droit de jouissance sur les installations immobilières objets de l'investissement, pour autant :

1) que ce droit de jouissance soit établi sous la forme d'un droit réel d'une durée supérieure ou égale à vingt-sept ans ou sous la forme d'un bail emphytéotique;

2) que le groupement sportif compte plus de deux années d'existence et d'activités sportives régulières, au moment de l'introduction de la demande de subvention;

3) que le conseil d'administration soit constitué d'un nombre de personnes supérieur à cinq, dont la majorité n'est pas liée par filiation, ni alliée au premier ou second degré;

4° les écoles propriétaires d'une ou plusieurs infrastructures sportives, pour autant :

a) qu'elles permettent l'utilisation publique de son ou de ses infrastructures sportives, en dehors des heures scolaires;

b) que l'objet de la demande de subside soit complémentaire aux infrastructures sportives publiques existantes;

c) qu'elles mettent en place un conseil des utilisateurs ayant pour mission de remettre des avis consultatifs au pouvoir organisateur bénéficiaire de la subvention. Le Gouvernement arrête les modalités de fonctionnement dudit conseil.

CHAPITRE II. — *Des subventions**Section 1^{re}. — Fixation des montants*

Art. 4. 1^{er} La subvention est calculée sur le montant subsidiable de l'investissement majoré, le cas échéant, de la T.V.A.

Dans l'hypothèse de l'intervention d'un auteur de projet distinct du maître d'ouvrage, le montant subsidiable de l'investissement est majoré de cinq pour cent.

Dans l'hypothèse où il n'est pas fait appel à l'intervention d'un auteur de projet distinct du maître d'ouvrage, lorsque ce dernier est l'un des demandeurs visés à l'article 3, 1^o, le montant subsidiable de l'investissement est majoré de trois pour cent.

Quel que soit le demandeur, en cas d'acquisition, le montant pris en compte pour le calcul de la subvention correspond au prix d'acquisition qui ne peut pas excéder l'estimation du Comité d'acquisition territorialement compétent, déduction faite de la valeur du terrain.

§ 2. Le Gouvernement peut fixer des prix plafonds unitaires aux surfaces aménagées ou construites pour déterminer le montant maximum des dépenses admissibles à la subvention.

§ 3. Le montant minimum subsidiable H.T.V.A. est fixé à 10 000 euros.

§ 4. Le montant maximum subsidiable H.T.V.A. est fixé à :

1^o 3 000 000 euros pour les bénéficiaires visés à l'article 3, 1^o et 2^o, ainsi que pour les fédérations sportives reconnues, constituées en association sans but lucratif, et répondant à l'une des caractéristiques visées à l'article 3, 3^o;

2^o 500 000 euros pour les bénéficiaires visés à l'article 3, 3^o, s'ils ne bénéficient pas d'une garantie bancaire ou d'un soutien financier d'un pouvoir local pour la partie de l'investissement non subsidiée;

3^o 3 000 000 euros pour les bénéficiaires visés à l'article 3, 3^o, s'ils bénéficient d'une garantie bancaire ou d'un soutien financier d'un pouvoir local pour la partie de l'investissement non subsidiée;

4^o 500 000 euros pour les bénéficiaires visés à l'article 3, 4^o.

§ 5. Le Gouvernement fixe le mécanisme d'indexation des montants visés aux paragraphes 2 et 4.

Section 2. — Fixation des taux

Art. 5. 1^{er} Le taux de subvention de base s'élève à cinquante pour cent du montant subsidiable.

Le taux de subvention de base est majoré dans les proportions et en fonction des priorités pour les infrastructures sportives subsidiées établies par le Gouvernement, à savoir :

1^o dix pour cent lorsque le projet est porté par une association de communes ou de province(s);

2^o cinq pour cent lorsque l'investissement fait l'objet d'un partenariat entre différents acteurs tels que des cercles sportifs, des fédérations sportives, des écoles, des provinces et des partenaires privés, ce partenariat devant être formalisé par des conventions;

3^o cinq pour cent lorsque l'investissement prend en considération des aspects de mobilité;

4^o cinq pour cent lorsque l'investissement met en oeuvre un projet de sport de haut niveau, soutenu par une fédération sportive;

5^o cinq pour cent lorsque l'investissement permet de regrouper des installations sur un même site dans un objectif de mutualisation des infrastructures.

Le taux de subvention maximal ne peut pas dépasser septante pour cent.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, un taux de subvention de septante pour cent s'applique aux infrastructures sportives de quartier bénéficiant d'un programme d'animation à vocation sociale, pour lesquelles le Gouvernement arrête la définition ainsi que les conditions d'accès à la subvention.

Par dérogation à l'article 4, § 4, le montant maximum subsidiable pour les infrastructures sportives de quartier est fixé à 500 000 euros H.T.V.A.

Section 3. — Recevabilité

Art. 6. Pour être recevable, le projet pour lequel une demande de subvention est introduite s'inscrit dans :

1^o le respect des valeurs éthiques au sein de l'infrastructure sportive dont l'engagement est matérialisé par la signature de la charte régionale portant sur l'esprit du sport et ses valeurs dont le Gouvernement arrête le contenu;

2^o l'accessibilité des infrastructures aux personnes à mobilité réduite;

3^o l'utilisation des infrastructures par toutes et tous;

4^o l'intégration de la dimension d'écoresponsabilité reposant sur des actions limitant l'impact de l'activité quotidienne des collectivités sur l'environnement;

5^o la performance énergétique et l'utilisation de matériaux durables;

6^o un projet de développement sportif motivé, notamment au regard d'une incapacité des infrastructures existantes à répondre aux besoins exprimés localement;

7^o pour les bénéficiaires que sont les communes et les provinces, son inscription dans le programme stratégique transversal, tel que défini dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

8^o pour les infrastructures sportives de quartier visées à l'article 5, § 2, un projet de programme d'animation à vocation sociale à destination des habitants du quartier, validé par une autorité publique locale.

§ 2. Une subvention peut être octroyée uniquement si l'infrastructure sportive à laquelle elle se rapporte est équipée d'un défibrillateur externe automatique, ci-après dénommé

"DEA", de catégorie 1, tel que défini à l'article 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 21 avril 2007 fixant les normes de sécurité et les autres normes applicables au défibrillateur externe automatique utilisé dans le cadre d'une réanimation. La pièce justificative de la présence du DEA doit être jointe à la demande d'octroi de subvention.

§ 3. Une même infrastructure bénéficie uniquement d'une seule subvention pour une période de six ans, sauf à démontrer que les besoins en matière d'investissements étaient imprévisibles au moment de la première subvention et qu'ils résultent d'une situation indépendante de la volonté du demandeur.

CHAPITRE III. — *Des modalités d'introduction, d'examen, de suivi, d'approbation des dossiers et de liquidation des subventions**Section 1^{re}. — Introduction de la demande d'octroi de subvention*

Art. 7. 1^{er} Le Gouvernement définit les modalités d'introduction des demandes d'octroi de subvention.

Celles-ci sont jugées recevables ou irrecevables au regard des critères énumérés à l'article 6.

Si la demande d'octroi de subvention est déclarée recevable, l'instruction du dossier est poursuivie conformément aux articles 8 et 9.

§ 2. Dans les trente jours qui suivent une notification d'irrecevabilité, le demandeur peut introduire un recours selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Section 2. — Cas spécifique d'une demande nécessitant l'intervention d'un auteur de projet

Art. 8. 1^{er} En cas de recevabilité du dossier, si la demande de subvention nécessite l'intervention d'un auteur de projet, le demandeur transmet un dossier d'avant-projet au Gouvernement pour analyse préalable.

Ce dossier peut prévoir un échelonnement des investissements sur une période de 6 années maximum à condition que le demandeur puisse démontrer que sa capacité financière ne lui permet pas de réaliser l'ensemble des travaux la même année et que cet échelonnement soit cohérent sur le plan technique.

Le Gouvernement peut octroyer un accord de principe, sur base du dossier d'avant-projet et des critères de priorisation qu'il arrête.

Il fixe, à titre provisoire, le montant maximal de la subvention, lequel ne constitue pas un engagement ferme d'intervention.

§ 2. Dans les douze mois à compter de la notification de l'accord de principe, le demandeur transmet le dossier au stade projet au Gouvernement.

Le Gouvernement peut proroger ce délai de maximum six mois sur requête motivée du demandeur. Le demandeur introduit la requête motivée, au plus tard trente jours avant l'expiration du délai.

A défaut d'introduction du dossier au stade projet dans les délais précités, l'accord de principe est réputé caduc.

Section 3. — Transmission du dossier au stade projet

Art. 9. § 1^{er}. Les demandes d'octroi de subventions jugées recevables et n'ayant pas nécessité l'intervention d'un auteur de projet peuvent faire l'objet du dépôt d'un dossier au stade projet auprès du Gouvernement.

Ce dossier peut prévoir un échelonnement des investissements sur une période de 6 années maximum à condition que le demandeur puisse démontrer que sa capacité financière ne lui permet pas de réaliser l'ensemble des travaux la même année et que cet échelonnement soit cohérent sur le plan technique.

Dans les limites des crédits inscrits au budget de la Région wallonne, le Gouvernement peut octroyer une promesse ferme de subvention sur base du dossier au stade projet validé et des critères de priorisation qu'il arrête.

§ 2. Les demandes d'octroi de subventions jugées recevables et ayant bénéficié d'un accord de principe conformément à l'article 8, peuvent faire l'objet du dépôt d'un dossier au stade projet auprès du Gouvernement.

Dans les limites des crédits inscrits au budget de la Région wallonne, le Gouvernement octroie une promesse ferme de subvention sur base du dossier au stade projet dans un délai de douze mois à compter de la validation du dossier.

Le Gouvernement peut proroger ce délai de douze mois.

Le montant de la promesse ferme de subvention ne peut pas excéder de plus de dix pour cent le montant fixé provisoirement par l'accord de principe visé à l'article 8, § 1^{er}.

§ 3. Le Gouvernement notifie l'octroi de la promesse ferme au demandeur.

La notification de la promesse ferme confère un droit subjectif à la liquidation de la subvention, lorsque toutes les conditions fixées sont remplies.

§ 4. A dater de la notification de la promesse ferme, le bénéficiaire dispose d'un délai de douze mois pour transmettre copie du dossier d'attribution du marché et de la notification du marché à l'adjudicataire.

Le Gouvernement, peut proroger ce délai de maximum six mois sur requête motivée du bénéficiaire. Le bénéficiaire introduit la requête motivée auprès du Gouvernement au plus tard trente jours avant l'expiration du délai.

A défaut de transmission du dossier d'attribution du marché et de la notification à l'adjudicataire dans les délais précités, la promesse ferme est réputée caduque.

L'ordre de commencer les travaux doit être communiqué endéans les quinze jours de l'envoi de celui-ci à l'adjudicataire.

§ 5. Par dérogation à l'article 9, § 4, en cas de marché réparti en plusieurs lots dont il est prévu de différer l'attribution au cours du temps en raison de la capacité financière limitée du demandeur et ce, conformément aux articles 8, § 1^{er}, et 9, § 1^{er}, le Gouvernement établit un plan de liquidation de la subvention qui tient compte de l'échelonnement des investissements tel que repris dans le dossier validé par ses soins.

Section 4. — Liquidation de la subvention

Art. 10. Des avances sur le montant de la subvention peuvent être payées aux conditions fixées par le Gouvernement.

Art. 11. 1^{er} Le bénéficiaire avertit de la date et du lieu de la réception provisoire des travaux.

Il dispose d'un délai de six mois, à dater de la réception provisoire des travaux, pour transmettre le décompte final complet, accompagné des pièces justificatives requises pour la liquidation de la subvention.

Ce délai peut être prorogé de maximum six mois sur requête motivée du demandeur. Cette demande est introduite, au plus tard, 30 jours avant l'expiration du délai.

Passé ce délai, le bénéficiaire perd définitivement le bénéfice du solde de la subvention.

§ 2. Les délais visés au § 1^{er} peuvent être prorogés sur requête motivée du bénéficiaire si un litige existe entre celui-ci et l'adjudicataire et que ce litige fait l'objet d'une action devant un tribunal.

Cette demande est introduite au plus tard trente jours avant l'expiration des délais susvisés.

Art. 12. Le solde de la subvention est liquidé sur base du décompte final aux conditions fixées par le Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *Dispositions communes*

Art. 13. Quel que soit le taux de subventionnement, les demandeurs d'une subvention visés à l'article 3, 2^o à 4^o, à qui la législation relative aux marchés publics ne s'applique pas déjà, respectent néanmoins les dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics, dès lors que le montant du marché dépasse le seuil de principe en-dessous duquel il est permis de passer le marché en procédure négociée sans publication préalable.

Art. 14. Aucune subvention ne peut être accordée pour l'acquisition d'un bien immobilier ayant préalablement fait l'objet d'un contrat de location-vente, de crédit-bail, de promotion ou d'un contrat de préfinancement si, avant sa conclusion, ce contrat n'a pas reçu un accord de principe du Gouvernement.

L'accord de principe visé à l'alinéa 1^{er} a pour but de préserver le droit aux subventions mais ne constitue nullement un engagement ferme d'intervention.

Le transfert de propriété du bien immobilier donnant lieu à l'acquisition du bien peut s'opérer aussitôt après l'octroi de la réception provisoire des travaux ou à l'issue de la période durant laquelle un droit réel a été constitué au profit du co-contractant, impliquant l'obligation faite au co-contractant d'octroyer un droit de jouissance de la construction au demandeur, de sorte que le demandeur en devienne propriétaire en fin de contrat.

Art. 15. Le demandeur perd tout droit à la subvention dès lors qu'il procède au lancement du marché public, qu'il réalise les travaux ou qu'il procède aux acquisitions avant la notification de la promesse ferme par le Gouvernement.

Des dérogations peuvent toutefois être accordées par le Gouvernement sur base d'une requête motivée du demandeur.

Cette requête peut s'inscrire uniquement dans le cadre de la réalisation d'investissements revêtant un caractère urgent, pour lesquels le demandeur devra démontrer qu'ils étaient imprévisibles et résultent d'une situation indépendante de sa volonté.

Ces dérogations visent à préserver le droit aux subventions mais ne constituent nullement un engagement ferme d'intervention du Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les modalités de transmission des demandes de dérogations.

Art. 16. Dès l'octroi de la subvention, la Région peut faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

Art. 17. Le bénéficiaire s'engage à maintenir l'affectation de l'infrastructure et des travaux subsidiés telle que définie dans la demande de subvention, durant une période minimale de quinze années, à dater de la réception provisoire des travaux.

En cas de non-respect de cette affectation, le Gouvernement réclame au bénéficiaire un remboursement de la subvention au prorata des années durant lesquelles l'affectation n'a pas été respectée. Pour certains travaux, le Gouvernement peut réduire cette durée minimale.

Durant cette période de quinze ans, le bénéficiaire soumet au Gouvernement, préalablement pour accord, tout acte de cession ou tout acte similaire, portant sur les dispositions en matière d'exploitation, de gestion ainsi qu'en matière de droits de jouissance s'appliquant au bien subsidié, telles que définies dans la demande de subvention et ayant justifié l'octroi de la subvention.

Le Gouvernement détermine les modalités de transmission et de traitement d'une modification portant sur l'affectation de l'infrastructure ayant bénéficié d'une subvention. Il précise les modalités de remboursement fixé à l'alinéa 2.

Art. 18. L'octroi de la subvention, pour un marché de travaux, est subordonnée à l'insertion, dans ledit marché, d'une ou de plusieurs clauses environnementales, d'une ou de plusieurs clauses sociales et d'une ou de plusieurs clauses éthiques visant à lutter contre le dumping social.

Le Gouvernement précise la portée de ces clauses et en fixe les modalités d'insertion.

CHAPITRE V. — *Des subventions de promotion*

Art. 19. 1^{er} Dans les limites des crédits inscrits au budget de la Région wallonne, le Gouvernement peut octroyer des subventions destinées à mettre les infrastructures sportives de la Région wallonne en valeur au travers de manifestations ou d'activités sportives structurantes à caractère non lucratif.

§ 2. Peuvent bénéficier de la subvention :

1^o les provinces;

2^o les communes;

3^o les associations de communes et les associations de provinces;

4^o les régies communales et provinciales autonomes;

5^o les associations sans but lucratif dont l'objet est, notamment l'organisation de manifestations ou d'activités sportives, ainsi que la promotion de la pratique sportive.

§ 3. Sont éligibles, les manifestations et activités strictement sportives, à caractère provincial, régional, national ou international.

§ 4. Le Gouvernement fixe le montant de la subvention en fonction du rayonnement de l'activité du bénéficiaire.

Le Gouvernement arrête les montants des subventions, le contenu et les modalités de transmission des demandes ainsi que les modalités de traitement des dossiers.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 20. Le décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives est abrogé.

Art. 21. Les dossiers introduits avant la date de l'entrée en vigueur du présent décret qui, à cette date, bénéficient d'un visa favorable de l'Inspection des Finances ou ont reçu un accord de principe conformément à l'article 11 du décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives, restent régis par les procédures fixées par ledit décret.

Art. 22. Le Gouvernement adresse au Parlement un rapport sur l'application du présent décret tous les 5 ans.

Le premier rapport est adressé au plus tard le 30 juin 2026.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 3 décembre 2020.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,

Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

(1) Session 2020-2021.

Documents du Parlement wallon, 352 (2020-2021) N^{os} 1 à 7.

Compte rendu intégral, séance plénière du 2 décembre 2020.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/200050]

3 DECEMBER 2020. — Decreet houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur en tot opheffing van het decreet van 25 februari 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een in artikel 128, § 1, ervan bedoelde aangelegenheid.

Art. 2. § 1. Binnen de perken van de kredieten die in de begroting van het Waalse Gewest zijn ingeschreven, kan de regering subsidies toekennen om de verwezenlijking van investeringen van algemeen nut op het gebied van de sportinfrastructuur te bevorderen.

Onder sportinfrastructuur worden onroerende installaties verstaan die sportbeoefening alsmede iedere sportactiviteit met het oog op het vertrouwd maken met sportbeoefening mogelijk maken en aanmoedigen.

De in het eerste lid bedoelde investeringen hebben betrekking op overheidsopdrachten voor de aanneming van werkende met betrekking tot de bouw, de uitbreiding, de renovatie en de aankoop van een onroerende installatie. In dit verband komen ook in aanmerking:

1° de aankoop van de eerste sportuitrusting en de onderhoudsuitrusting om de sportinfrastructuur functioneel te maken en de duurzaamheid ervan te garanderen;

2° de bouw of inrichting van cafetaria's en bars.

§ 2. De Regering bepaalt :

1° de aard van de investeringen bedoeld in paragraaf 1 waarvoor subsidies verleend kunnen worden;

2° de procedures voor de indiening en het onderzoek van de aanvragen en de lijst van documenten die in de volgende fasen van de procedure moeten worden verstrekt:

a) indiening van de subsidieaanvraag;

b) indiening van een aanvraag die de tussenkomst van een projectontwerper vereist;

- c) indiening van het dossier in het ontwerpstadium;
 - d) toezending van het dossier inzake de gunning van de opdracht;
 - e) vereffening van de subsidie;
- 3° de modaliteiten van de overdracht van documenten en dossiers.

Art. 3. Komen in aanmerking voor een subsidie:

- 1° de overheden;
 - a) de provincies;
 - b) de gemeenten;
 - c) de verenigingen van gemeenten en de verenigingen van provincies;
 - d) de autonome gemeente- of provinciebedrijven;
- 2° de verenigingen zonder winstoogmerk die sportgebouwen of sportterreinen beheren, welke de eigendom zijn van de in 1° vermelde rechtspersonen, voor zover de vereniging zonder winstoogmerk een genotsrecht heeft op een grond of een lokaal voor de beoefening van ten minste één sport voor een minimumduur van twintig jaar, en dat ingaat op de datum waarop de subsidieaanvraag wordt ingediend;
- 3° de sportgroeperingen opgericht als verenigingen zonder winstoogmerk met een van de volgende kenmerken :
- a) de eigenaar zijn van de grond of het gebouw;
 - b) een genotsrecht hebben, voor een periode van ten minste 20 jaar, op een eigendom dat toebehoort aan de onder 1° genoemde rechtspersonen en dat ingaat op de datum waarop de subsidieaanvraag wordt ingediend;
 - c) houder zijn van een genotsrecht op de onroerende installaties die het voorwerp zijn van de investering, voor zover:
 - 1) dit genotsrecht wordt gevestigd in de vorm van een zakelijk recht voor een periode van 27 jaar of meer of in de vorm van een erfpacht;
 - 2) de sportgroepering sinds meer dan twee jaar bestaat en regelmatige sportactiviteiten telt bij de indiening van de subsidieaanvraag;
 - 3) de raad van bestuur samengesteld is uit meer dan 5 personen, waarvan de meerderheid niet door afstamming verbonden is, noch in de eerste of tweede graad aanverwant is.
- 4° de scholen die eigenaar van één of meer sportinfrastructuren zijn voor zover :
- a) ze het openbaar gebruik van hun sportinfrastructuur(en) toelaten buiten de schooluren;
 - b) het doel van de subsidieaanvraag is een aanvulling te vormen op de bestaande openbare sportinfrastructuur;
 - c) zij een gebruikersraad oprichten met als opdracht het verstrekken van advies aan de inrichtende macht die de subsidie ontvangt. De regering stelt de werkingsmodaliteiten van de genoemde raad vast.

HOOFDSTUK II. — *Subsidies*

Afdeling 1. — Vaststelling van de bedragen

Art. 4. 1. De subsidie wordt berekend op het subsidieerbare bedrag van de investering plus BTW, indien van toepassing.

In het geval dat een andere projectontwerper dan de opdrachtgever betrokken is, wordt het gesubsidieerde investeringsbedrag met vijf procent verhoogd.

Indien geen beroep wordt gedaan op de tussenkomst van een andere projectontwikkelaar dan de opdrachtgever, wanneer deze laatste een van de aanvragers is als bedoeld in artikel 3, 1°, wordt het subsidieerbare bedrag van de investering met drie procent verhoogd.

Ongeacht de aanvrager is in geval van verwerving het bedrag dat voor de berekening van de subsidie in aanmerking wordt genomen, de aankoopprijs, die niet hoger mag zijn dan de schatting van het territoriaal bevoegde aankoopcomité, verminderd met de waarde van de grond.

§ 2. De Regering kan voor de ontwikkelde of bebouwde gebieden maximumprijzen per eenheid vaststellen om het maximumbedrag van de voor de subsidie in aanmerking komende uitgaven te bepalen.

§ 3. Het minimumbedrag dat kan worden gesubsidieerd vóór de btw is vastgesteld op 10.000 euro.

§ 4. Het maximumbedrag dat zonder BTW kan worden gesubsidieerd is vastgesteld op :

- 1° 3.000.000 euro voor de begunstigden bedoeld in artikel 3, 1° en 2°, alsook voor erkende sportfederaties, opgericht als verenigingen zonder winstoogmerk en die voldoen aan een van de kenmerken bedoeld in artikel 3, 3°;
- 2° 500 000 EUR voor de begunstigden bedoeld in artikel 3, 3°, indien zij geen bankgarantie of financiële steun van een plaatselijke overheid ontvangen voor het niet-gesubsidieerde deel van de investering;
- 3° 3 000 000 EUR voor de begunstigden bedoeld in artikel 3, 3°, indien zij geen bankgarantie of financiële steun van een plaatselijke overheid ontvangen voor het niet-gesubsidieerde deel van de investering;
- 4° 500 000 EUR voor de in artikel 3, 4° bedoelde begunstigden.

§ 5 De Regering stelt het mechanisme voor de indexering van de in de §§ 2 en 4 bedoelde bedragen vast.

Afdeling 2. — Vaststelling van de percentages

Art. 5. § 1. Het basispercentage van de subsidie is vijftig procent van het subsidieerbare bedrag.

Het basispercentage van de subsidie wordt proportioneel verhoogd volgens de door de overheid vastgestelde prioriteiten voor gesubsidieerde sportinfrastructuren, namelijk :

- 1° tien procent wanneer het project wordt gesteund door een vereniging van gemeenten of provincie(s);
- 2° vijf procent wanneer de investering het voorwerp uitmaakt van een partnerschap tussen verschillende actoren zoals sportkringen, sportfederaties, scholen, provincies en privé-partners, waarbij dit partnerschap moet worden geformaliseerd door middel van overeenkomsten;
- 3° vijf procent wanneer bij de investering rekening wordt gehouden met mobiliteitsaspecten;

4° vijf procent wanneer de investering een sportproject op hoog niveau uitvoert dat door een sportfederatie wordt gesteund;

5° vijf procent wanneer de investering het mogelijk maakt om faciliteiten op dezelfde site te groeperen met het oog op het bundelen van infrastructuren.

Het maximale subsidiepercentage mag niet hoger zijn dan zeventig procent.

§ 2 In afwijking van § 1 is een subsidiepercentage van zeventig procent van toepassing op buurtsportinfrastructuren die profiteren van een sociaal animatieprogramma, waarvoor de Regering de definitie en de voorwaarden voor toegang tot de subsidie bepaalt.

In afwijking van artikel 4, lid 4, is het maximumbedrag dat kan worden gesubsidieerd voor buurtsportinfrastructuren vastgesteld op 500.000 euro exclusief btw.

Afdeling 3. — Ontvankelijkheid

Art. 6. § 1. Om ontvankelijk te zijn, moet het project waarvoor een subsidieaanvraag wordt ingediend, worden ingeschreven in :

1° de eerbiediging van de ethische waarden binnen de sportinfrastructuur, waarvan het engagement concreet gestalte krijgt door de ondertekening van het gewestelijk handvest over de geest van de sport en zijn waarden, waarvan de inhoud door de Regering wordt bepaald;

2° de toegankelijkheid van de infrastructuur voor personen met beperkte mobiliteit;

3° het gebruik van de infrastructuren door iedereen;

4° de integratie van de dimensie van de eco-verantwoordelijkheid op basis van acties die de impact van de dagelijkse activiteit van de gemeenschappen op het milieu beperken;

5° de energieprestatie en het gebruik van duurzame materialen;

6° een gemotiveerd sportontwikkelingsproject, met name gelet op het onvermogen van de bestaande infrastructuur om te voldoen aan de ter plaatse geuite behoeften;

7° voor de begunstigen die de gemeenten en provincies zijn, de opname ervan in het transversale strategische programma, zoals bepaald in het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisering;

8° voor de buurtsportinfrastructuren bedoeld in artikel 5, § 2, een ontwerp-programma van sociale activiteiten voor de wijkbewoners, gevalideerd door een plaatselijke overheidsinstantie.

§ 2. Een subsidie kan slechts toegekend worden indien de sportinfrastructuur waarop ze betrekking heeft, uitgerust is met een automatische externe defibrillator, hierna "AED" genoemd, van categorie 1, zoals bepaald in artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit van 21 april 2007 houdende veiligheids- en andere voorwaarden inzake een automatische externe defibrillator gebruikt in het kader van een reanimatie. Het bewijsstuk van de aanwezigheid van de automatische externe defibrillator moet bij de aanvraag tot toekenning van de subsidie gevoegd worden.

§ 3. Dezelfde infrastructuur ontvangt slechts één subsidie voor een periode van zes jaar, tenzij kan worden aangetoond dat de investeringsbehoeften ten tijde van de eerste subsidie onvoorzienbaar waren en dat zij het gevolg zijn van een situatie waarop de aanvrager geen invloed heeft.

HOOFDSTUK III. — Modaliteiten voor de indiening, het onderzoek, de opvolging, de goedkeuring van dossiers en vereffening van subsidies

Afdeling 1. — Indiening van de subsidieaanvraag

Art. 7. § 1. De Regering stelt de procedures voor de indiening van de subsidieaanvragen vast.

Deze worden ontvankelijk of niet-ontvankelijk geacht volgens de in artikel 6 genoemde criteria.

Indien de subsidieaanvraag ontvankelijk wordt verklaard, wordt het onderzoek van het dossier voortgezet overeenkomstig de artikelen 8 en 9.

§ 2 Binnen dertig dagen na de kennisgeving van de niet-ontvankelijkheid kan de aanvrager een beroep instellen overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures.

Afdeling 2. — Specifiek geval van een aanvraag waarvoor de tussenkomst van een projectontwerper vereist is

Art. 8. § 1. In geval van ontvankelijkheid van het dossier, indien de subsidieaanvraag de tussenkomst van een projectontwerper vereist, stuurt de aanvrager een voorontwerpdossier naar de Regering voor een voorafgaande analyse.

In het dossier kan worden bepaald dat de investeringen over een periode van maximaal zes jaar worden gespreid, op voorwaarde dat de aanvrager kan aantonen dat zijn financiële draagkracht hem niet in staat stelt alle werkzaamheden in hetzelfde jaar uit te voeren en dat deze spreiding technisch coherent is.

De Regering kan op basis van het voorontwerpdossier en de door haar vastgestelde prioriteitscriteria een principiële overeenkomst sluiten.

Zij stelt voorlopig het maximumbedrag van de subsidie vast, dat geen vaste verbintenis tot tussenkomst inhoudt.

§ 2 Binnen twaalf maanden na de principiële kennisgeving van de overeenkomst zendt de aanvrager het dossier in het ontwerpstadium aan de Regering toe.

De Regering kan deze termijn met maximaal zes maanden verlengen op een met redenen omkleed verzoek van de aanvrager. De aanvrager dient het met redenen omklede verzoek uiterlijk 30 dagen voor het verstrijken van de termijn in.

Indien het dossier niet binnen de genoemde termijnen in het ontwerpstadium wordt ingediend, wordt de overeenkomst in beginsel als nietig beschouwd.

Afdeling 3. — Overdracht van het dossier in het ontwerpstadium

Art. 9. § 1. Aanvragen voor subsidies die ontvankelijk worden geacht en waarvoor de tussenkomst van een projectontwerper niet vereist is, kunnen in het ontwerpstadium bij de Regering worden ingediend.

In het dossier kan worden bepaald dat de investeringen over een periode van maximaal zes jaar worden gespreid, op voorwaarde dat de aanvrager kan aantonen dat zijn financiële draagkracht hem niet in staat stelt alle werkzaamheden in hetzelfde jaar uit te voeren en dat deze spreiding technisch coherent is.

Binnen de grenzen van de kredieten die in de begroting van het Waals Gewest zijn opgenomen, kan de Regering een vaste subsidietoezegging doen op basis van het dossier in de gevalideerde ontwerpfasen en de prioriteitscriteria die zij vaststelt.

§ 2. Aanvragen voor de toekenning van subsidies die ontvankelijk worden geacht en die overeenkomstig artikel 8 in beginsel zijn overeengekomen, kunnen in het ontwerpstadium bij de Regering worden ingediend.

Binnen de grenzen van de kredieten die in de begroting van het Waalse Gewest zijn opgenomen, verleent de Regering een vaste subsidietoezegging op basis van het dossier in de projectfase binnen twaalf maanden na de validatie van het dossier.

De Regering kan deze periode met twaalf maanden verlengen.

Het bedrag van de vaste subsidiebelofte mag niet meer dan tien procent hoger zijn dan het bedrag dat voorlopig is vastgesteld in de in artikel 8, lid 1, bedoelde beginselovereenkomst.

§ 3. De Regering stelt de aanvrager in kennis van de toekenning van de vaste toezegging.

De kennisgeving van de vaste verbintenis verleent een subjectief recht op de liquidatie van de subsidie, wanneer aan alle gestelde voorwaarden is voldaan.

§ 4. Vanaf de datum van de kennisgeving van de vaste toezegging beschikt de begunstigde over een termijn van twaalf maanden om een kopie van het gunningsdossier en de kennisgeving van de opdracht aan de geselecteerde inschrijver te sturen.

De Regering kan deze termijn met maximaal zes maanden verlengen op een met redenen omkleed verzoek van de begunstigde. De begunstigde dient uiterlijk dertig dagen voor het verstrijken van de termijn een met redenen omkleed verzoek in bij de regering.

Indien het gunningsdossier en de kennisgeving niet binnen de bovengenoemde termijnen aan de geselecteerde inschrijver worden toegezonden, wordt de vaste toezegging als nietig beschouwd.

De opdracht om met de werkzaamheden te beginnen moet binnen vijftien dagen na verzending aan de inschrijver aan wie de opdracht is gegund, worden meegedeeld.

§ 5. In afwijking van artikel 9, § 4, stelt de Regering in geval van een opdracht die in meerdere percelen is verdeeld en waarvan de gunning in de tijd moet worden uitgesteld wegens de beperkte financiële draagkracht van de aanvrager, overeenkomstig de artikelen 8, § 1, en 9, § 1, een plan voor de vereffening van de subsidie op dat rekening houdt met het door haar gevalideerde investeringsschema.

Afdeling 4. — Vereffening van de subsidie

Art. 10. Voorschotten op het bedrag van de subsidie kunnen onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden worden betaald.

Art. 11. § 1. De begunstigde stelt de datum en de plaats van voorlopige oplevering van de werkzaamheden bekend.

Zij beschikt over een termijn van zes maanden vanaf de voorlopige oplevering van de werkzaamheden om de volledige eindafrekening, samen met de voor de betaling van de subsidie vereiste bewijsstukken, toe te zenden.

Deze termijn kan op met redenen omkleed verzoek van de aanvrager met maximaal zes maanden worden verlengd. Dit verzoek moet uiterlijk 30 dagen voor het verstrijken van de termijn worden ingediend.

Na deze periode verliest de begunstigde definitief het voordeel van het saldo van de subsidie.

§ 2. De in § 1 bedoelde termijnen kunnen op gemotiveerd verzoek van de begunstigde worden verlengd indien er een geschil bestaat tussen de begunstigde en de gekozen inschrijver en indien dit geschil het voorwerp uitmaakt van een beroep voor de rechtbank.

Dit verzoek moet uiterlijk 30 dagen voor het verstrijken van bovengenoemde termijnen worden ingediend.

Art. 12. Het saldo van de subsidie wordt betaald op basis van de eindafrekening onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden.

HOOFDSTUK IV. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 13. Ongeacht het subsidiepercentage moeten de aanvragers van een subsidie als bedoeld in artikel 3, 2° tot 4°, op wie de wetgeving inzake overheidsopdrachten niet reeds van toepassing is, niettemin de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake overheidsopdrachten naleven, op voorwaarde dat het bedrag van de opdracht hoger ligt dan de principiële drempel waaronder de opdracht mag worden gegund via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

Art. 14. Er mag geen subsidie worden verleend voor de aankoop van onroerend goed waarvoor eerder een huurkoop-, financieringshuur-, promotie- of voorfinancieringsovereenkomst is gesloten, indien de Regering vóór de sluiting van deze overeenkomst in beginsel niet met deze overeenkomst heeft ingestemd.

De in lid 1 bedoelde principiële overeenkomst is bedoeld om het recht op subsidies te behouden, maar vormt op geen enkele wijze een vaste verbintenis om actie te ondernemen.

De eigendomsoverdracht van het onroerend goed dat aanleiding geeft tot de verwerving van het onroerend goed kan plaatsvinden onmiddellijk na de voorlopige oplevering van de werken of aan het einde van de periode waarin een zakelijk recht ten gunste van de medecontractant is gevestigd, hetgeen de verplichting van de medecontractant inhoudt om de aanvrager een gebruiksrecht op het onroerend goed te verlenen, zodat de aanvrager aan het einde van het contract eigenaar wordt.

Art. 15. De aanvrager verliest elk recht op de subsidie indien hij de overheidsopdracht lanceert, de werken uitvoert of de aankopen doet voordat de Regering de vaste toezegging heeft gedaan.

Afwijkingen kunnen echter door de regering worden toegestaan op basis van een met redenen omkleed verzoek van de aanvrager.

Een dergelijk verzoek kan alleen worden gedaan in verband met de uitvoering van investeringen met een dringend karakter, waarvoor de aanvrager moet aantonen dat deze niet te voorzien waren en het gevolg waren van een situatie waarop hij geen invloed heeft.

Deze afwijkingen zijn bedoeld om het recht op subsidies te behouden, maar vormen geen vaste verbintenis tot Regeringsingrijpen.

De Regering stelt de procedures vast voor de toezending van aanvragen om afwijkingen

Art. 16. Zodra de subsidie is toegekend, kan het Gewest het gebruik van de toegewezen middelen ter plaatse laten controleren.

Art. 17. De begunstigde verbindt zich ertoe het gebruik van de infrastructuur en de gesubsidieerde werken zoals omschreven in de subsidieaanvraag te handhaven gedurende een periode van ten minste 15 jaar vanaf de voorlopige oplevering van de werken.

Bij niet-naleving van deze toewijzing vraagt de Regering van de begunstigde een terugbetaling van de subsidie naar rato van de jaren waarin de toewijzing niet in acht is genomen. Voor bepaalde werken kan de Regering deze minimumduur inkorten.

Gedurende deze periode van 15 jaar legt de begunstigde de Regering vooraf ter goedkeuring een akte van overdracht of een soortgelijke akte voor met betrekking tot de bepalingen inzake exploitatie, beheer en genotsrechten die van toepassing zijn op het gesubsidieerde goed, zoals gedefinieerd in de subsidieaanvraag en die de subsidie rechtvaardigen.

De regering stelt de modaliteiten vast voor de overdracht en de verwerking van een wijziging in de toewijzing van infrastructuur die een subsidie heeft ontvangen. Zij specificeert de in lid 2 vermelde terugbetalingsvoorwaarden.

Art. 18. De toekenning van een subsidie voor een opdracht voor werken is afhankelijk van de opnemings in de opdracht van een of meer milieu-, sociale en ethische clausules ter bestrijding van sociale dumping.

De Regering specificeert de reikwijdte van deze clausules en bepaalt de modaliteiten van hun invoeging.

HOOFDSTUK V. — *Bevorderingssubsidies*

Art. 19. § 1. Binnen de grenzen van de kredieten die in de begroting van het Waals Gewest zijn opgenomen, kan de regering subsidies verlenen om de sportinfrastructuur van het Waals Gewest te verbeteren door middel van evenementen of het structureren van sportactiviteiten zonder winstoogmerk.

§ 2. Komen in aanmerking voor een subsidie:

1° de provincies;

2) de gemeenten;

3° de verenigingen van gemeenten en de verenigingen van provincies;

4° de autonome gemeente- of provinciebedrijven;

5° verenigingen zonder winstoogmerk die met name de organisatie van sportevenementen of -activiteiten en de bevordering van de sportbeoefening ten doel hebben.

§ 3. strikt sportieve evenementen en activiteiten met een provinciaal, regionaal, nationaal of internationaal karakter komen in aanmerking.

§ 4. De Regering stelt het bedrag van de subsidie vast op basis van de invloed van de activiteit van de begunstigde.

De regering beslist over de bedragen van de subsidies, de inhoud en de wijze van toezending van de aanvragen en de wijze van behandeling van de dossiers.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 20. Het decreet van 25 februari 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur, wordt opgeheven.

Art. 21. Dossiers die vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet zijn ingediend en die op die datum een gunstig visum van de Inspectie van Financiën hebben ontvangen of een principiële goedkeuring hebben gekregen overeenkomstig artikel 11 van decreet van 25 februari 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur, blijven onderworpen aan de procedures die in het genoemde decreet zijn vastgesteld.

Art. 22. De Regering legt het Parlement om de vijf jaar een verslag voor over de toepassing van dit decreet.

Het eerste verslag wordt uiterlijk op 30 juni 2026 verzonden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Namen, 3 december 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

(1) Zitting 2020-2021.

Stukken van het Waals Parlement, 352 (2020-2021) Nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, openbare zitting van 2 december 2020.

Bespreking.

Stemming.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/44319]

3 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du 29 octobre 2011 fixant les échelles de traitement du personnel de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la propreté, article 8, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 octobre 2011 fixant les échelles de traitement du personnel de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 septembre 2017 et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2019 ;

Considérant que, dans le cadre de l'accord sectoriel 2017-2018 (protocole 2017-26), il a été décidé de prolonger les échelles barémiques jusqu'à 45 ans de carrière pour l'ensemble des membres du personnel de la fonction publique administrative et opérationnelle régionale, à partir du 1^{er} septembre 2018 ;

Que dans le cadre de la mise en application de cet accord, il convient d'adapter l'ensemble des échelles de traitement de l'Agence régionale pour la propreté ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 23 juin 2020 ;

Vu le test égalité des chances du 23 juin 2020 ;

Vu le protocole du comité de secteur XV n° 2020/17 du 10 novembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 juillet 2020 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction Publique, donné le 8 juillet 2020 ;

Sur la proposition du Ministre chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Energie et de la Démocratie Participative,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les échelles de traitement figurant à l'annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 octobre 2011 fixant les échelles de traitement du personnel de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté, sont remplacées par les échelles de traitement figurant à l'annexe du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2018.

Art. 3. Le Ministre chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Energie et de la Démocratie Participative est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 décembre 2020.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement
de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. VERVOORT

Le Ministre chargé de la Transition climatique, de l'Environnement,
de l'Energie et de la Démocratie Participative,

A. MARON

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/44319]

3 DECEMBER 2020. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het Besluit van 29 oktober 2011 tot vaststelling van de weddenscalen van het personeel van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, artikel 8, § 2 ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 oktober 2011 tot vaststelling van de weddenscalen van het personeel van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 september 2017 en bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2019 ;

Overwegende dat, in het kader van het sectorakkoord 2017-2018 (protocol 2017-26), er besloten is om de weddenscalen tot 45 jaar loopbaan te verlengen voor alle administratieve en operationele personeelsleden van het gewestelijke openbaar ambt, vanaf 1 september 2018 ;

Dat in het kader van de toepassing van dit akkoord, alle weddenscalen dienen te worden aangepast van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 juni 2020 ;

Gelet op de gelijke kansentest van 23 juni 2020 ;

Gelet op het protocol nr. 2020/17 van Sector XV van 10 november 2020 ;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 juli 2020 ;

Gelet op het akkoord van de Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 8 juli 2020 ;

Op voordracht van de Minister belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De weddenscalen vermeld in bijlage 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 oktober 2011 tot vaststelling van de weddenscalen van het personeel van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid, worden vervangen door de weddenscalen vermeld in de bijlage van dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2018.

Art. 3. De Minister belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 december 2020.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

Minister-Président
van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
R. VERVOORT

Minister belast met Klimaattransitie, Leefmilieu,
Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON